



BASE ROUGE

Bulletin du Comité local de Saint-Nazaire-Presqu'île du
Nouveau Parti Anticapitaliste

N°02
Février 2017

★ EDITO

L'affaire Fillon exprime une crise politique et institutionnelle profonde. Ces « révélations », qui tombent alors que Sarkozy est de nouveau convoqué par la justice, éclairent le fonctionnement de tout un système politique au service d'une minorité.

Même les champions des prétendues « mains propres », Marine Le Pen et le Front national, restent bien silencieux sur le sujet... Il faut dire que le FN a actuellement lui aussi fort à faire avec un Parlement européen qui exige le remboursement de 1,1 million d'euros ayant servi à rémunérer des emplois fictifs !

Tout cela ne peut que nous renforcer à défendre des exigences démocratiques élémentaires pour balayer ce système corrompu : suppression de la Présidence de la République et de ses pouvoirs exorbitants, suppression du Sénat, instauration de la proportionnelle intégrale, droit de vote et éligibilité pour les résidents étrangers, interdiction du cumul des mandats, indemnité correspondant au salaire moyen d'un ouvrier ou d'un employé.

Bref, mettre enfin à bas une V^{ème} République à bout de souffle.

Mais ces exigences démocratiques minimum imposent aussi de s'attaquer aux lieux réels de pouvoir. Ainsi, la Commission européenne, la BCE, le FMI, les banques et les grands groupes capitalistes détiennent un pouvoir bien plus réel que les assemblées nationales ou régionales élues. La démocratie réelle, ce n'est pas de choisir tous les cinq ans des représentants (plus ou moins corrompus), c'est d'être maître de sa vie - partout et tous les jours !

Pour une rupture démocratique, pour prendre nos affaires en main, il y a urgence !



CDIC : UN PACTE CONTRE LES TRAVAILLEURS

(Communiqué CGT St Nazaire, extraits.) Jeudi dernier, les représentants de l'Etat et du patronat se sont retrouvés à Versailles pour sceller un « **pacte pour l'emploi dans le secteur de la Construction Navale en Loire-Atlantique** ». Deux membres du gouvernement, dont la ministre du Travail El Khomri, le Directeur Général de STX France (L.Castaing), le Medef, le préfet, les présidents du Conseil Régional, de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Carène (qui est aussi le maire de Saint-Nazaire), le directeur de Pôle-Emploi, la CFDT, la CGC, la CFTC, les patrons des principales entreprises sous-traitantes de la Navale à Saint-Nazaire (...)

Pour la CGT, il n'y a aucun doute : ce que veulent les signataires de ce pacte, c'est assurer le maximum de profits aux patrons et aux banquiers en généralisant les bas salaires et en aggravant la précarité des salariés. Alors, même les contrats d'intérim ou les CDD ne leur conviennent plus (...)

Pour eux, la solution rêvée c'est pouvoir utiliser en toute légalité un type de contrat ultra-précaire déjà utilisé dans le Bâtiment et Travaux Publics : **le CDIC**, le contrat de chantier Ce « Contrat à Durée Indéterminée de Chantier », attribuée à chaque salarié des travaux plus ou moins définis. Mais, au moindre problème, les patrons pourraient considérer comme bon leur semble que le chantier de tel ouvrier ou technicien (ou d'une équipe entière) est terminé et ils pourraient les renvoyer presque sur le champ, et sans aucune indemnité.

Il va de soi que ce **statut hyper-précaire**, comparable à celui des travailleurs détachés, démultiplierait les moyens de faire pression sur chacun d'entre nous pour nous faire accepter les pires conditions de travail et de rémunération.

Pour l'instant, ce pacte n'a aucune valeur légale dans la Navale. Mais on voit déjà que la direction de STX ne veut pas rater cette nouvelle occasion de faire baisser les prix des marchés attribués à la sous-traitance, voire même d'utiliser directement ces contrats à la place des embauches en fixe ou en intérim-régie. De leur côté, les principaux patrons des entreprises sous-traitantes du site n'ont pas tardé à y trouver leur intérêt.

Des « négociations » avec les organisations syndicales sont d'ores et déjà entamées pour rendre légal le CDIC dans toutes les entreprises travaillant pour la Navale de Saint-Nazaire.

La CGT rejette en bloc ces exigences du patronat. NON à la précarité, NON au CDIC !

CONSTRUIRE UNE RÉELLE ALTERNATIVE A GAUCHE

Plusieurs pétitions circulent pour appeler Mélenchon, Hamon et Jadot à s'entendre autour d'une candidature commune pour cette présidentielle, en particulier face au danger FN. Une réunion s'est même tenue à Paris réunissant un peu plus de 150 personnes, avec la participation de Yannick Jadot, Guillaume Balas (député européen représentant Hamon), Pierre Laurent et Éric Coquerel...

La victoire de Hamon a certes ouvert une dynamique unitaire, mais laquelle ? Cette dernière ne peut que se construire sur le terrain institutionnel, électoraliste, si elle a comme maître d'œuvre le représentant officiel d'un PS certes divisé... mais toujours largement rassemblé.

Peut-on envisager de s'allier avec Cazeneuve, Vallaud-Belkacem, El Khomri et Jean-Marc Ayrault ?

Ainsi, combattre le FN et les idées réactionnaires, relancer les résistances, contribuer à la reconquête démocratique,



ne peut se faire qu'avec le rapport de force créé par le développement d'une résistance anticapitaliste fondée sur la solidarité et la justice sociale, et non par

des petits arrangements et calculs électoraux à courte vue.

La situation ouverte par la crise actuelle est nouvelle, mais pour y répondre, il est urgent de mettre à l'ordre du jour un projet émancipateur qui aborde les vraies questions, celles qui opposent nos conditions de vie et de travail aux ravages de leur course au profit.

Bref, rompre totalement avec la politique actuelle, son vieux système et ses institutions vermoulues.

Ce bulletin - BASE ROUGE - veut informer les travailleurs et jeunes des positions et initiatives politiques du NPA St Nazaire.

De nos combats en France, en Europe et dans le monde contre les plans d'austérité imposés par le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne et les gouvernements à leurs ordres ; pour une société libérée de l'exploitation, du racisme, du sexisme et de l'oppression.

Il souhaite aussi rendre compte des résistances sociales sur notre ville et sur le département. Ce bulletin est donc ouvert à tous les militants politiques, syndicaux, associatifs et autres, engagés dans le combat pour renverser l' "ordre " capitaliste.

POUR NOUS CONTACTER OU ENVOYER VOS ARTICLES :
npastnazaire44@orange.fr



Photothèque Rouge

NON AUX VIOLENCES POLICIÈRES !

Ce qui est arrivé à Théo, jeune homme de 22 ans habitant d'Aulnay-sous-Bois, le 2 février dernier, a suscité une vague d'indignation, tant dans l'opinion que chez les politiques. Les quatre policiers ont été mis en examen, l'un pour "viol" et les trois autres pour "violences volontaires par personne dépositaire de l'autorité publique".

Pourtant, invitée sur LCI ce 7 février, Marine Le Pen n'a pas condamné les actes des policiers : *"Mon principe, c'est d'abord je soutiens les forces de police. Voilà. Et de gendarmerie. Elle ajoute : "On ne sait pas dans quel contexte cette arrestation a eu lieu, donc je pense que se baser comme ça sur des images, c'est assez périlleux. [...] Je pense qu'il ne faut pas clouer [les policiers] au pilori."* (Libération).

Et certains pensent que le Front National aurait changé ! Comme on pouvait s'y attendre aussi, le syndicat d'extrême droite Alliance Police n'a pas hésité à apporter son soutien à ces singuliers collègues.

Face à l'appareil répressif de l'État que sont la police et la justice, nous avons besoin d'une réponse collective qui soit autrement plus efficace.

C'est ce qu'ont compris les familles regroupées dans le collectif *Urgence notre police assassine*, collectif qui participera dimanche 19 mars à la Marche pour la justice et la dignité.

Le crime commis contre Théo ne doit pas rester impuni. Toute la vérité doit être faite autour de l'assassinat d'Adama Traoré, et son frère Bagui doit être immédiatement libéré. C'est l'engagement que nous devons prendre collectivement dans toutes les réunions de préparation de la marche.

JUSTICE POUR THÉO ! JUSTICE POUR ADAMA !